

2 mai, les gendarmes reviennent au dépôt de Richemont. Ils trouvent les portes bloquées avec du câble d'acier noyé dans du ciment ; il leur faut une demi-heure d'effort et un chalumeau pour ouvrir les portes. A l'arrivée du premier camion de livraisons, le piquet se reforme et il faut l'arrivée d'un second peloton de gendarmes pour le disloquer. Une jeune fille frappée au visage est conduite à l'hôpital. Le 13, les CRS chargent un meeting devant le magasin : le micro est piétiné, 3 grévistes sont mis en fourgonnette, bagarre générale ; les flics brisent les portes vitrées derrière lesquelles se sont réfugiés les gens, avec leurs matraques et les crosses de fusil. Le 15, le préfet fait fermer magasin et dépôt, le 22 il fait matraquer les grévistes dans le magasin de Metz.

Octobre : à Phildar (Roubaix), les piquets sont chargés par les flics.

c) La collaboration des diverses forces de la bourgeoisie

La division du travail est quelquefois tout à fait explicite. On a vu à plusieurs reprises la police protéger la vente d'Ordre Nouveau sur le marché Convention, à Paris ; alors qu'en général les ventes de la presse révolutionnaire sont très souvent inquiétées par cette même police. L'Etat lui-même, embauche des supplétifs, pour maintenir l'ordre dans les Universités, les fameux « appariteurs musclés » et autres « vigiles », anciens du Katanga, ou « gorilles » comme Gilbert Le Cavelier, connu depuis comme membre d'Ordre Nouveau, indicateur des Renseignements Généraux et homme de main des escrocs gaullistes !

A Girosteel, en février 72 : embauche des jaunes, utilisation de la maîtrise, construction de barricades contre les grévistes, provocation (tentative d'introduire dans l'usine occupée un revolver 7,65), expulsion, enfin par la force armée, des grévistes.

A Peugeot (Mulhouse), en mars : attaque de commandos venus de Sochaux, avec boulons et gourdins (2 à 300 cadres et agents de maîtrise), deux délégués blessés, le patron porte plainte ! Puis il fait entourer l'usine par la police et introduit ses briseurs de grève (200 de Sochaux, 50 de Dijon, quelques-uns de Lille, recrutés sous couvert de « stages ») en détruisant lui-même son enceinte au bulldozer pour éviter les piquets.

Aux établissements Paris (Nantes) : en mars, toujours, constitution d'un « Comité de défense de la liberté du travail », organisé par le chef du personnel et regroupant ingénieurs, cadres, maîtrise. Essai de provoquer une intervention policière. 16 cars de CRS et 2 escouades de gardiens de la paix expulsent les grévistes. Ces derniers mettent en place des piquets à l'extérieur, ces piquets sont attaqués par les jaunes (30 à